

CR 2005/10 (traduction)

CR 2005/10 (translation)

Mercredi 20 avril 2005 à 15 heures

Wednesday 20 April 2005 at 3 p.m.

8 Le PRESIDENT : Veuillez vous asseoir. Je donne la parole à M. Brownlie.

M. BROWNLIE : Merci Monsieur le président.

LA QUESTION DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

1. Monsieur le président, Madame et Messieurs les juges, il m'incombe, sur la question des violations des droits de l'homme, de répondre aux allégations du demandeur.

2. Monsieur le président, en l'espèce, le défendeur est confronté à un adversaire qui, depuis le début, a délibérément opté, en présentant sa plaidoirie, pour une démarche en rupture avec le Règlement de la Cour, avec la logique juridique et avec une bonne administration de la justice.

3. Il est facile de rappeler rapidement les éléments de cette étonnante stratégie. Le premier élément, et le plus important, est présenté clairement dans le mémoire. Dans de nombreux passages, le demandeur souligne qu'il ne présentera le détail des éléments de fait avancés que lors d'une phase ultérieure d'indemnisation. Les passages pertinents sont les paragraphes 2.01, 2.02, 2.59, 6.27 et 6.28 du mémoire.

4. Permettez-moi, à titre d'exemple, de citer le paragraphe 2.59 du mémoire :

«2.59. La présente section présentera les éléments probatoires qui permettent de conclure à l'établissement juridique des faits pour les besoins de la cause. La preuve juridique sera établie au regard du comportement d'ensemble de l'Ouganda, à savoir sa politique d'agression, d'occupation, de pillage et d'exactions. Rappelons que la République démocratique du Congo ne met pas en cause la responsabilité de l'Ouganda pour chaque événement pris isolément, mais pour son comportement d'ensemble. C'est pourquoi les éléments probatoires seront à ce stade exposés de manière générale, l'identification précise des événements et l'évaluation précise des dommages causés pouvant être détaillés à une phase ultérieure de la procédure.»

Des propos semblables figurent également aux paragraphes 1.06 à 1.12 de la réplique.

5. Quand notre adversaire estime possible de différer l'administration de la preuve de l'imputabilité et de la responsabilité jusqu'à une éventuelle phase de procédure relative à l'indemnisation, c'est qu'il n'a pas compris certains passages de l'arrêt rendu au fond dans l'affaire *Nicaragua*.

6. Se référant à cette démarche qui consiste à différer l'administration de la preuve des violations alléguées, le Congo déclare dans son mémoire :

9

«Cette démarche ne pose aucun problème particulier eu égard à la jurisprudence existante. Dans l'affaire des *Activités militaires et paramilitaire au Nicaragua et contre celui-ci*, l'Etat demandeur se trouvait dans une situation relativement similaire à celle que connaît la République démocratique du Congo aujourd'hui, ce qui a mené la Cour à considérer qu'elle

«juge[ait] appropriée la requête du Nicaragua tendant à ce que la nature et le montant de la réparation qui lui est due soient déterminés dans une phase ultérieure de la procédure... L'occasion devrait être donnée au Nicaragua de démontrer et d'établir l'étendue exacte du préjudice subi à raison de chaque acte des Etats-Unis que la Cour aura jugé contraire au droit international.» (MRDC, par. 6.29.)

7. Au paragraphe 6.29 de son mémoire, la RDC se réfère expressément à un passage de l'arrêt rendu au fond dans l'affaire *Nicaragua*. Le voici en entier :

«La Cour juge appropriée la requête du Nicaragua tendant à ce que la nature et le montant de la réparation qui lui est due soient déterminés dans une phase ultérieure de la procédure. S'il est vrai que certains éléments de preuve ont été fournis, par exemple dans le témoignage du ministre des finances du Nicaragua, quant aux préjudices pécuniaires subis, ces éléments étaient fondés sur des thèses, relativement à la responsabilité des Etats-Unis, qui allaient plus loin que les conclusions auxquelles la Cour a pu parvenir. L'occasion devrait être donnée au Nicaragua de démontrer et d'établir l'étendue exacte du préjudice subi à *raison de chaque acte des Etats-Unis que la Cour aura jugé contraire au droit international*. Il ne faut pas non plus perdre de vue que, si les Etats-Unis ont choisi de ne pas se présenter pour participer à la phase actuelle de l'instance, l'article 53 du Statut ne les empêche pas de comparaître pour conclure s'ils le désirent sur la question de la réparation. Au contraire le principe de l'égalité des parties exige que l'occasion leur en soit offerte. Il va cependant sans dire que, dans la phase de la procédure consacrée à la réparation, ni l'une ni l'autre des Parties ne pourra remettre en cause les conclusions du présent arrêt qui seront *passées en force de chose jugée*.» (*C.I.J. Recueil 1986*, p. 142-143, par. 284; les italiques sont de nous.)

8. Dans ce passage, puis à nouveau dans le dispositif (*ibid.*, p. 146-149), la Cour traite de la question de la réparation «à raison de chaque acte» de l'Etat défendeur «que la Cour aura jugé contraire au droit international». Ainsi, Monsieur le président, la réparation *est subordonnée à la constatation préalable de la responsabilité de la violation d'une obligation*.

9. M. Shabtai Rosenne a décrit cette situation comme suit :

«Ces affaires montrent que, *si la Cour juge qu'une réparation est due en raison de violations du droit international*, elle déterminera une procédure appropriée qui pourra comprendre une phase écrite et une phase orale supplémentaires donnant lieu à un arrêt portant uniquement sur la question des réparations. Les paramètres de cette phase sont déterminés en fonction de *l'autorité de la chose jugée* sur le fond.» (*The law and procedure of the International Court*, vol. III, p. 1247 [traduction du Greffe]; les italiques sont de nous.)

10. A cet égard, le mode de présentation adopté par la RDC est contraire aux principes régissant l'administration de la justice, est clairement incompatible avec la fonction que doit

10

nécessairement remplir le mémoire, et constitue une infraction aux prescriptions du Règlement de la Cour. Aucune réparation n'est due tant que la Cour n'a pas établi l'existence de violations du droit international. Ces violations doivent être établies pendant la phase de l'examen au fond pour que la réparation soit due et puisse être évaluée pendant la phase de l'indemnisation.

11. Par ailleurs, dans l'affaire *Nicaragua*, la Cour n'a pas dispensé le demandeur de son obligation de produire assez d'éléments de preuve des violations alléguées.

12. Compte tenu de la stratégie qu'il a adoptée, le demandeur ne fait aucun effort pour satisfaire au critère applicable en matière d'établissement de la preuve lors de la phase appropriée de la procédure, c'est-à-dire l'examen au fond.

13. La délégation congolaise a soulevé ces questions la semaine dernière (CR 2005/3, p. 18-19), mais elle les a présentées de manière quelque peu nébuleuse, de sorte que nous avons dû les poser à nouveau sous une forme plus intelligible — et c'est ce que je viens de faire.

14. M. Sands a aussi, au nom du Congo, évoqué les textes de référence les plus autorisés concernant la question de la preuve et tout particulièrement le critère d'établissement de la preuve (CR 2005/3, p. 23-27). Notons au passage que l'intérêt que le Congo manifeste pour le droit de la preuve, pour louable qu'il soit, est tout à fait récent.

15. M. Sands, dans le principal passage de sa plaidoirie, tient à souligner l'idée que les juridictions internationales ne sont pas liées par des règles strictes en ce qui concerne la preuve et il dit que la Cour a fait montre de souplesse à cet égard dans sa démarche. Pour lui répondre, je me contenterai, au nom de l'Ouganda, de rappeler certains des éléments que mon éminent contradicteur a omis de mentionner.

16. Les prescriptions classiques à suivre pour obéir au critère d'établissement de la preuve sont celles que la Cour a énoncées dans l'arrêt qu'elle a rendu au fond en l'affaire du *Détroit de Corfou*, à savoir :

«Il y a ... lieu de rechercher s'il est établi par des moyens de preuve indirecte que l'Albanie a eu connaissance d'un mouillage de mines dans ses eaux territoriales indépendamment de toute connivence de sa part dans cette opération. La preuve pourra résulter de présomptions de fait à condition que celles-ci ne laissent place à aucun doute raisonnable. Les éléments de fait sur lesquels elles s'appuieront peuvent être différents de ceux qui auraient pu servir à établir la connivence.»
(*C.I.J. Recueil 1949*, p. 18.)

17. Il y a plus important encore dans la manière dont la Cour a réagi à la deuxième thèse présentée à titre subsidiaire par le Royaume-Uni, d'après laquelle le mouillage des mines aurait été effectué avec la connivence du Gouvernement albanais. La Cour a fait observer alors qu'«[u]ne imputation d'une gravité aussi exceptionnelle articulée contre un Etat exigerait un degré de certitude qui n'est pas atteint ici» (*ibid.*, p. 17).

11

18. S'écartant de ces prescriptions de la Cour, le Congo entend s'appuyer en très grande partie sur des éléments de notoriété publique. Je vise ici les développements qu'il consacre aux critères de preuve aux paragraphes 2.170-2.177 du mémoire. Cette façon peu rigoureuse d'aborder la question de la preuve est particulièrement malencontreuse dans le contexte de notre espèce. Comme l'Ouganda l'a démontré dans son contre-mémoire, le Congo adopte à l'égard de la question de l'imputabilité une attitude désinvolte. Les erreurs colossales qu'il commet lorsqu'il détermine l'identité des soldats étrangers mis en cause sont analysées en détail dans le contre-mémoire, aux p. 99-102, 134-149. En particulier, les incidents qu'il attribue à des soldats ougandais concernent des lieux de la province du Sud-Kivu où il n'y avait pas de soldats ougandais.

19. Les allégations formulées dans le mémoire au sujet du traitement réservé à la population se fondent exclusivement sur des éléments de seconde main et sur des faits présentés comme étant de notoriété publique. Or, en l'affaire *Nicaragua*, lors de l'examen au fond, la Cour a, dans des circonstances analogues, adopté une attitude prudente. Et dans son arrêt en l'affaire des *Plates-formes pétrolières*, elle a en outre émis une nouvelle mise en garde à l'égard des limites que présentent les preuves de seconde main; la Cour dit ceci :

«Dans le cadre de leur thèse selon laquelle le *Sea Isle City* aurait été victime d'une attaque iranienne, les Etats-Unis se sont référés à une déclaration du président iranien Ali Khomeini faite environ trois mois plus tôt, dans laquelle celui-ci indiquait que l'Iran attaquerait les Etats-Unis s'ils ne quittaient pas la région. Mais cela ne suffit évidemment pas à étayer la conclusion selon laquelle toute attaque menée par la suite contre les Etats-Unis dans le golfe Persique était effectivement l'œuvre de l'Iran. Les Etats-Unis font également remarquer que, à l'époque, le «service d'information maritime du Lloyd's, le General Council of British Shipping, la *Jane's Intelligence Review* et d'autres sources publiques dignes de foi» tenaient l'Iran pour responsable de l'attaque. Ces «sources publiques» constituent par définition des preuves de seconde main, et la Cour n'a pas eu connaissance de la source ou des sources originelles, ni des preuves sur lesquelles ces sources publiques se sont appuyées. La Cour rappellera à cet égard la réserve qu'elle a introduite dans son arrêt en l'affaire des *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci* : «Il peut apparaître après

examen que des nouvelles fort répandues proviennent d'une source unique, de sorte qu'en dépit de leur nombre elles n'ont pas de force probante plus grande que celle-ci.» (C.I.J. Recueil 1986, p. 41, par. 63.)»

20. Il est donc regrettable que l'Etat demandeur s'appuie si fortement sur des allégations de faits réputés notoires comme il le fait au paragraphe 2.174 de son mémoire où l'on peut lire :

«La plupart des faits, sinon tous les faits qui sont à la base de la requête de la République démocratique du Congo relèvent de la notoriété publique. Au-delà des éléments précis, variés et concordants qui ont été exposés ci-dessus, ils sont rapportés quotidiennement par toutes les agences de presse, radios, télévisions et médias du monde.»

21. Voyons maintenant ce qu'il en est vraiment. L'ensemble des éléments de preuve invoqués à l'appui des allégations de violations des droits de l'homme est entaché de contradictions et manque de solidité.

12

22. Ces lacunes sont manifestes dès le dépôt de la requête en 1999. Les incidents allégués dans la requête sont les suivants.

23. Première catégorie d'incidents : des massacres allégués.

Premier incident : aéroport de Kavumu, le 3 août 1998.

Ni la requête ni le mémoire n'apportent la moindre preuve de la participation de soldats ougandais.

Deuxième incident : Kasika, le 24 août 1998.

Là encore, il n'est donné aucune preuve de la participation de soldats ougandais.

Troisième incident : Makobola, le 1^{er} janvier 1999.

Ici, l'Etat demandeur non seulement a omis de produire le moindre élément de preuve attestant de la participation de soldats ougandais, mais il en a invoqué qui attestent de la responsabilité de tierces parties, ainsi qu'en rend compte en détail le contre-mémoire :

«Selon un rapport du 17 septembre 1999 du rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits de l'homme, les forces de RCD ont qualifié de «bavures» leurs «[a]ttaques contre la population civile». Les représailles dont la population civile a fait l'objet à la suite des actes commis par les Mai-Mai à Makobla [*sic*] (datant de la fin de 1998 et du début de 1999) ont fait près de huit cents morts» (mémoire, annexe 41, par. 101). Toutefois, une organisation non gouvernementale congolaise du nom de COJESKI attribuait la responsabilité du massacre de Makobola aux forces du Rwanda et du Burundi.» (CMO, p. 143, par. 251.)

Le document du COJESKI figure à l'annexe 89 du mémoire.

24. Monsieur le président, aucun soldat des UPDF n'était présent à Makobola ni dans aucune autre ville de la province du Sud-Kivu le 31 décembre 1998. C'est là, du reste, un fait confirmé par les dispositions du plan de désengagement de Harare : tous les endroits qui y sont mentionnés se trouvent dans la province du Sud-Kivu et étaient, aux dates considérées, sous le contrôle du Rwanda.

25. Deuxième catégorie d'incidents évoqués dans la requête : des viols allégués.

Incident 1 : Kasika, le 29 août 1998.

Il n'est apporté aucune preuve de la participation de soldats ougandais.

Incident 2 : Bukavu, le 22 septembre 1998.

Aucune preuve n'est apportée.

26. Troisième catégorie d'incidents visés dans la requête : des enlèvements et des assassinats allégués dans la province du Sud-Kivu.

13

27. Il n'est apporté aucun élément de preuve, ni donné aucune indication quant à la date à laquelle ces actes auraient été commis ou quant à leur emplacement.

28. Quatrième catégorie d'incidents visée dans la requête : des arrestations et des exemples de traitement inhumain et dégradant «[à] Bukuvu et dans ses environs».

Il n'est fourni aucun élément de preuve de la participation de soldats ougandais et aucun fait précis n'est indiqué dans ce paragraphe.

29. Cinquième catégorie d'incidents visée dans la requête : de prétendus pillages systématiques et expropriations.

Voici le contenu de ces allégations :

«Le 15 septembre 1998, le centre de santé de Mumba a été pillé par des militaires ougandais.

A Bukavu, à la direction provinciale de l'Office des douanes et accises, à l'Office congolais du contrôle ainsi qu'à la direction provinciale des contributions, les coffres-forts de toutes ces entreprises publiques génératrices de recettes ont été pillés.

Les troupes ougandaises ont saboté les installations portuaires et certaines unités d'exploitation (démontage des usines de la société Filtisaf) de Kalemie; pillé et exporté des engins de manutention et certaines unités flottantes de particuliers.»

30. Il n'est apporté aucun élément de preuve de la participation de l'Ouganda à ces événements. Le 15 septembre 1998, il n'y avait pas de soldats ougandais déployés à Mumba, ni à Bukavu ni à Kalemie. Les soldats ougandais n'ont jamais été stationnés dans ces régions.

31. Sixième catégorie d'incidents : des violations des droits de l'homme auraient été commises par les troupes ougandaises et leurs alliés dans les grandes villes de la province orientale.

«Pour accomplir leur besogne à l'abri de témoins, les troupes ougandaises ont chassé toutes les organisations humanitaires internationales, notamment le HCR, le CICR, l'UNICEF, l'OMS et MSF.

Les troupes ougandaises arrachent ou déconnectent systématiquement tous les moyens de télécommunication pour que les actes qu'elles commettent ne soient pas portés à la connaissance de l'opinion nationale et internationale et confisquent également les passeports des militants des droits de l'homme.»

32. Si la Cour n'y voit pas d'objection, je rappelle la réponse que donne l'Ouganda dans son contre-mémoire :

«257. La RDC n'a pas démontré que l'Ouganda ou des troupes ougandaises soient responsables des actions alléguées, ni que les organisations intergouvernementales ou non gouvernementales citées les aient jamais accusés d'être responsables desdites actions. La RDC n'a pas non plus précisé les dates et les emplacements des événements qu'elle allègue.

14

258. Une fois de plus, les documents présentés par la RDC affaiblissent sa thèse. Le mémorandum remis au président du Conseil de sécurité par l'ambassadeur Kapanga rend l'armée rwandaise entièrement responsable du départ hors du Congo des organisations internationales à vocation humanitaire :

«Les troupes rwandaises, pour accomplir leur sale besogne à l'abri des témoins, ont chassé toutes les organisations humanitaires internationales, notamment le HCR, l'UNICEF, l'OMS et Médecins sans frontière, en les faisant transiter obligatoirement par Kigali pour une fouille systématique moyennant une escorte militaire empêchant toute collecte d'informations sur les massacres et pillages perpétrés dans les zones occupées par le Rwanda.» (Mémoire, annexe 27, par. 32.)

259. Les troupes ougandaises n'ont jamais obligé aucune organisation humanitaire internationale à quitter la province orientale ou une autre région. Elles n'ont jamais détruit ou déconnecté d'installations de télécommunication, ni confisqué les passeports de militants des droits de l'homme. Du reste, aucun système de télécommunication ne fonctionne dans l'est du Congo, hormis ceux situés à Goma et Bukavu, qui n'ont jamais été détruits ni déconnectés.» (Contre-mémoire, p.85 de la version française).

33. Or, Monsieur le président, que sont devenues ces allégations qui figurent dans la requête ? Elles ne sont pas renouvelées et encore moins étayées dans le mémoire. Ce dernier présente deux brèves sections sur la question des droits de l'homme (p. 114-122 et 186-194 de la

version française), mais il ne s'y trouve aucun élément qui ait trait aux questions soulevées dans la requête.

34. Dans le contre-mémoire, l'Ouganda a répondu de manière détaillée aux allégations de violations des droits de l'homme énoncées dans la requête et on aurait pu penser que le Congo chercherait, dans sa réplique, à réfuter les sérieuses critiques formulées par l'Ouganda contre la requête. Mais ces critiques ne sont pas même abordées dans la réplique. Les critiques formulées par l'Ouganda figurent aux pages 82 à 85 de la version française du contre-mémoire. Il n'est fait absolument aucune allusion à la teneur des pages pertinentes du contre-mémoire dans la section de la réplique du Congo qui porte sur les questions relatives aux droits de l'homme (p. 313-345) et la requête n'y est pas mentionnée une seule fois. Il semble, en réalité, que l'existence de la requête ait été oubliée.

35. Le Congo construit son argumentation relative aux droits de l'homme de la façon suivante :

36. Premièrement : la requête énonce de graves allégations mais celles-ci ne sont pas développées par la suite. A titre d'exemple, les massacres imputés à l'Ouganda dans la requête ne sont à aucun moment abordés dans la section pertinente du mémoire (p. 114-122). De même, la section pertinente de la réplique (p. 313-345) ne dit rien des réponses du contre-mémoire ni des allégations de la requête.

15

37. Deuxièmement : dans son mémoire, comme nous l'avons vu, le Congo ne tient pas compte de ce que dit la requête. Il présente ce qui constitue, en substance, une nouvelle affaire reposant sur des déclarations générales tirées de documents qui relèvent de preuves de seconde main. La section consacrée aux questions relatives aux droits de l'homme est très courte (voir les p. 114-122).

38. Troisièmement : la réplique, elle non plus, ne tient pas compte de la requête et n'apporte aucune réponse précise à ce que dit le contre-mémoire de l'Ouganda. Cette réplique présente encore une nouvelle affaire supplémentaire (aux p. 316-526), en énonçant des allégations jamais formulées jusqu'alors et ne tente jamais de redonner forme à de précédentes affirmations. C'est-à-dire que la seconde et dernière pièce écrite du Congo ne fait jamais allusion aux massacres attribués à l'Ouganda dans la requête.

39. Les affirmations formulées par le Congo dans sa réplique ont été systématiquement réfutées par l'Ouganda aux pages 245 à 283 de sa duplique. Pour procéder à cette réfutation, le Gouvernement de l'Ouganda fait les observations suivantes : premièrement, la RDC part d'une prémisse erronée selon laquelle l'Ouganda était un Etat occupant et elle ne s'acquitte pas de la charge de la preuve qui lui incombe à cet égard. Deuxièmement, la RDC ne fait pas la distinction entre les différentes armées. Troisièmement, les différentes allégations portées contre l'Ouganda ne sont pas étayées par des éléments de preuve. Quatrièmement, l'Organisation des Nations Unies et la RDC elle-même ont reconnu et affirmé que l'Ouganda contribuait au maintien de la paix.

40. Je tiens en particulier à attirer l'attention de la Cour sur les passages de la duplique relatifs à la difficulté qu'il y a à différencier les différentes armées qui opéraient dans la région orientale du Congo (par. 545 à 550). Au nom du Gouvernement de l'Ouganda, je tiens à mettre en vedette les observations suivantes qui sont extraites de la duplique :

«549. Les publications sur lesquelles se fonde la RDC ne permettent pas de vérifier de manière raisonnable l'exactitude des allégations attribuant certains actes aux «soldats ougandais», aux «FDPO» ou aux «forces ougandaises». Vu que les sources des accusations ne sont pas identifiées et que la teneur exacte de leurs déclarations n'est pas rapportée, le fondement (à supposer qu'il y en ait eu un) de l'attribution de la responsabilité des actes à l'Ouganda ne peut pas être vérifié.

550. A la confusion et à l'impossibilité de distinguer entre les diverses forces opérant dans l'est du Congo s'ajoute la difficulté due au caractère général des accusations émises. Le fait que des allégations soient avancées sans qu'il soit dit ce qui a permis d'identifier les prétendus contrevenants comme des membres des UPDF, associé au fait que la plupart des allégations partent du principe erroné qui veut que les FDPO s'acquittaient de fonctions d'administration civile, amènent à conclure qu'il n'y a pas eu d'effort sérieux pour distinguer entre les différentes armées et que c'est à tort que les FDPO ont été désignées comme responsables. Puisque les publications sur lesquelles se fonde la RDC n'indiquent pas comment ont été faites les distinctions nécessaires entre les diverses forces en RDC, et puisque les FDPO sont remarquablement disciplinées, il est presque certain que les violations alléguées des droits de l'homme dont l'Ouganda est aujourd'hui accusé ont été, en fait, commises par d'autres armées qui occupaient effectivement la région et qui y exerçaient les pouvoirs de police.» (Duplique, p. 147-148 de la version française).

16

41. L'Ouganda a été obligé de souligner — et ce n'est pas la première fois — le caractère peu fiable des preuves que la RDC invoque à l'appui de ses allégations de violations des droits de l'homme. Voici un exemple de ce manque de fiabilité que je tire de la duplique (par. 551).

42. Tentant de démontrer que des soldats ougandais ont assassiné des civils, la RDC, dans sa réplique, fait la part belle à la publication partisane de l'ASADHO et à ses allégations générales et

non fondées contre des «soldats ougandais» non identifiés, tout en mentionnant dans les notes de bas de page d'autres rapports, moins tendancieux. Cependant, les rapports ainsi relégués en bas de page montrent clairement à quel point la publication de l'ASADHO est tendancieuse et sujette à caution, l'ASADHO étant une organisation non gouvernementale pro-congolaise. Par exemple, la RDC prétend que «ces faits sont également rapportés» (réplique, annexe 86). Elle se réfère là à un rapport établi par le département d'Etat des Etats-Unis (réplique, par. 5.08, note 11). Or, le rapport qu'elle cite indique clairement qu'il ne rapporte pas des «faits», mais seulement des allégations («c'était là des allégations», «il a été dit», «comme on l'a allégué») qui n'ont pas été vérifiées comme la Cour le requiert pour des allégations d'une telle gravité. Le rapport cité signale aussi que de nombreux «faits» sont en réalité des rumeurs issues de la propagande — et je vais me permettre de citer le texte même du rapport du département d'Etat :

«Ces récits étaient extrêmement difficiles à vérifier, surtout ceux qui venaient de régions lointaines et de régions où l'on combattait activement, notamment dans l'est de la RDC. Les observateurs indépendants ont souvent rencontré des difficultés d'accès en raison des risques pour leur sécurité et des obstacles fréquemment imposés par les autorités. *Aussi bien les forces progouvernementales que les forces antigouvernementales recouraient abondamment à de la propagande diffusée par les médias locaux, y compris en accusant leurs adversaires de se livrer à des exactions, ce qui compliquait encore les efforts pour obtenir des renseignements exacts sur ces événements.*» (Réplique, annexe 86, section 1 a); les italiques sont de l'Ouganda.)

43. J'en viens maintenant aux arguments qui ont été présentés à l'audience au nom du Congo. D'une manière générale, on décèle une cohérence, qui se traduit par de nouveaux exemples de solution de continuité et d'amnésie dans la façon dont la RDC traite dans l'ensemble le volet de l'affaire qui porte sur de prétendues violations des droits de l'homme.

44. Il y a donc encore une nouvelle affaire, qui repose exclusivement sur de prétendues violations des droits de l'homme dans la région de l'Ituri. Je me réfère ici aux trois conseils qui ont traité la question.

Premièrement : M. Klein (CR 2005/4, pages 20 à 23) n'évoque dans son exposé ni la requête, ni le mémoire de la RDC.

17

Deuxièmement : M. Kalala (CR 2005/4, pages 33 à 48), lui non plus, dans cet exposé ne tient aucun compte de la requête et il évoque rarement, sinon jamais, le mémoire.

Troisièmement : M. Corten (CR 2005/4, pages 48 à 54), dans son exposé, ne tient lui non plus aucun compte de la requête ni du mémoire congolais.

45. Certes, la réplique congolaise évoque bien les événements en Ituri, mais seulement de façon subsidiaire (par. 5.21 à 5.27).

46. Lors de nos audiences, le volet de l'affaire relatif aux droits de l'homme s'est pour l'essentiel limité aux événements intervenus en Ituri. Au lieu de chercher à établir les violations qu'il alléguait aux stades précédents de la procédure, l'Etat demandeur change donc encore une fois de position.

47. M. Klein reconnaît que les événements intervenus en Ituri s'inscrivaient dans un contexte singulier, et aucune preuve n'est produite pour établir que l'Ouganda avait le moindre intérêt à s'investir dans cette guerre civile.

48. Pour la communauté internationale, la présence de soldats ougandais dans cette partie du Congo, qu'elle constitue ou non une occupation, n'était pas contraire aux intérêts de la région. Je ferai état ici de la lettre datée du 4 mai 2001 dans laquelle le Secrétaire général, M. Kofi Annan, prie instamment le président ougandais, M. Yoweri Museveni, de ne pas procéder au retrait de ses forces (dossier d'audience, onglet n° 13). La lettre dit ceci :

«Votre envoyé spécial, M. Amama Mbabazi, m'a expliqué les circonstances dans lesquelles l'Ouganda a annoncé son retrait du processus de paix de Lusaka.

A ce moment particulièrement sensible et délicat du processus de paix en RDC, je pense qu'il est crucial que l'Ouganda et tous les autres signataires de l'accord de Lusaka restent pleinement engagés aux côtés de la communauté internationale, et en particulier des Nations Unies, qui cherchent ensemble à consolider les tendances positives qui se sont récemment fait jour en RDC.

J'ai confiance en votre engagement dans la recherche de la paix en RDC. A cet égard, je tiens à vous encourager à poursuivre le retrait des troupes ougandaises dans le cadre général du processus de désengagement.

Je suis persuadé que vous conviendrez avec moi de la nécessité d'encourager le mouvement vers la paix qui se produit actuellement en RDC et de l'exploiter au maximum; je sais que, sur ce point, je peux continuer à compter sur votre aide et votre bonne volonté.»

49. Monsieur le président, mes éminents contradicteurs se sont, à un moment donné, montrés agacés par le fait que les conseils de l'Ouganda invoquent le contexte, et l'on voit bien pourquoi. Le contexte est important, et la lettre du Secrétaire général confirme le rôle joué par l'Ouganda

18 dans ce contexte régional. Car après tout, si l'on pensait que l'Ouganda était une menace pour les droits de l'homme, pareille lettre aurait-elle été écrite ?

50. Il faut, pour l'expliquer, situer l'origine de cette lettre du Secrétaire général dans son contexte. Juste après l'adoption du plan de désengagement de Harare, le président Museveni a décidé de retirer du Congo l'ensemble des forces ougandaises — je dis bien, la totalité de ses 3 000 hommes. Il a fait publiquement connaître son intention en avril 2001. Cette mesure allait bien au-delà de tout ce qui était requis par le plan de Harare, adopté quatre mois plus tôt. En réponse à cette annonce, le président a reçu cette lettre urgente dans laquelle, comme nous venons de le voir, le Secrétaire général le priait instamment de maintenir sur place les soldats ougandais présents en RDC, et de les retirer uniquement selon les modalités prévues dans l'accord de Lusaka (la lettre du Secrétaire général, datée du 4 mai 2001, figure sous l'onglet n° 13 du dossier d'audience). En fait, c'est avec réticence que le président Museveni s'est plié à cette demande du Secrétaire général, car il sentait qu'il n'avait pas le choix.

51. Il s'ajoute à cela que, en ce qui concerne la guerre civile en Ituri, l'Ouganda a joué un rôle décisif dans le processus de pacification, et ce en collaboration avec le Gouvernement du Congo et ses instances politiques locales.

52. Il convient à ce stade de rappeler à la Cour quel a effectivement été le rôle joué par l'Ouganda dans la période considérée, ce qui nous conduit à l'accord de Luanda et également à la situation en Ituri.

53. Au paragraphe 1 de l'article 3 de l'accord de Luanda, la RDC et l'Ouganda se sont engagés à constituer, avec le concours de la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo, une structure intitulée «commission mixte de pacification de l'Ituri» parfois également appelée «commission de pacification de l'Ituri». Comme l'indique son nom, cette commission de pacification de l'Ituri avait pour mission de réunir les parties prenantes très disparates de cette région de l'Ituri située à l'est du Congo, afin d'établir un dispositif viable permettant de mettre un terme aux troubles civils endémiques qui secouent cette région agitée et qui ont fait couler beaucoup d'encre dans la presse écrite internationale. La commission de pacification de l'Ituri témoigne d'un remarquable partenariat entre la RDC et l'Ouganda, car l'un et l'autre ont convenu de conjuguer leurs efforts dans ce cadre et d'être des partenaires, ce qu'ils ont fait, pour mettre un

terme à la violence intertribale en Ituri — violence qui, soit dit en passant, explose régulièrement depuis près d'un siècle.

19

54. La commission de pacification de l'Ituri était composée de représentants de tous les groupes ethniques et milices armées de la région de l'Ituri, à l'est du Congo, ainsi que de représentants de l'Ouganda et de la RDC. Il fut très difficile de réunir tous les groupes congolais, mais l'Ouganda et la RDC s'y sont employés entre septembre 2002 et avril 2003; finalement, les parties ont non seulement été réunies mais elles ont mis au point (avec le concours de l'Ouganda et de la RDC) une formule tendant à faire cesser la violence. Cet objectif atteint, l'Ouganda et la RDC ont reconnu que le moment était venu pour l'Ouganda de retirer les derniers éléments de ses forces militaires au Congo. Ce retrait fut opéré entre le mois de mai et le début du mois de juin 2003. Au 2 juin 2003, toutes les forces ougandaises avaient quitté la RDC. Après leur départ, et après l'arrivée des forces françaises, puis des forces de maintien de la paix de l'ONU dans la région, les affrontements ethniques ont repris.

55. L'Ouganda n'a pas été indifférent aux troubles civils qui secouaient l'Ituri. Du début de l'année 2001 jusqu'à son départ en 2003, l'Ouganda a fait ce qui était en son pouvoir pour instaurer et préserver un climat de paix. A la même période, l'Ouganda alla jusqu'à supplier pratiquement le Secrétaire général et le Conseil de sécurité d'envoyer de toute urgence des forces de maintien de la paix. Pour l'Ouganda, son contingent ne suffisait pas à maîtriser la violence ethnique qui sévissait en Ituri et seule une force internationale déployée sous les auspices de l'ONU avait la moindre chance d'y parvenir.

56. En tout état de cause, la violence a persisté (tout comme elle avait persisté durant les deux années qui suivirent le retrait de l'Ouganda). Pourquoi ? Pour répondre à cette question, il faut se reporter à l'histoire. Sous le règne du président Mobutu, les conflits ethniques qui secouaient l'est du Congo depuis fort longtemps étaient dans une large mesure endigués, mais au prix d'une répression propre à Mobutu. Lorsque le président Laurent Kabila arriva au pouvoir, ces tensions latentes explosèrent. Le conflit perpétuel entre deux tribus rivales, les Lendu et les Hema, auquel la presse internationale s'est tout particulièrement intéressée, a été une cause majeure de la violence en Ituri. Ce conflit remonte à l'époque coloniale, car les dirigeants belges du Congo ont à cette époque attisé l'inimitié entre les deux groupes, reléguant généralement les Lendu au rôle

d'ouvriers agricoles tout en donnant aux Hema — que les colonialistes jugeaient dignes d'un statut supérieur — la possibilité de faire des études et d'occuper de meilleurs emplois. Cette politique de «favoritisme ethnique» eut pour effet que l'élite de l'Ituri fut encore dominée par les Hema après l'effondrement de l'Etat colonial. Le conflit demeura latent avec quelques explosions sporadiques de violence sous le règne du président Mobutu mais explosa en 1999, quand des propriétaires terriens hema ont voulu faire valoir un titre de propriété sur des terres occupées de tout temps par des Lendu et que ces Hema ont tenté d'expulser les occupants Lendu. L'hostilité réprimée explosa et le différend se transforma rapidement en véritable guerre ethnique.

20

57. Comme je l'ai indiqué, l'Ouganda a constamment tenté de mettre un terme aux affrontements entre milices congolaises interethniques. Entre novembre 2002 et mars 2003, l'Ouganda a usé de son influence pour faciliter jusqu'à cinq trêves ou accords de cessez-le-feu entre factions armées ennemies d'Ituri et notamment ces forces des Hema et des Lendu qui se livraient bataille. Les instruments en question sont les suivants :

- l'accord de Kampala conclu en novembre 2002 entre le Rassemblement congolais [interethnique] pour la démocratie — Mouvement de libération et l'Union [hema] des patriotes congolais;
- l'accord de cessez-le-feu conclu en décembre 2002 entre l'Union [hema] des patriotes congolais pour la réconciliation et la paix et le Front [lendu] des nationalistes et intégrationnistes;
- l'accord conclu en mars 2003 entre le Front [lendu] nationaliste et intégrationniste, le Parti [hema] pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo et les Forces populaires pour la démocratie du Congo, un groupe constitué pour une large part de membres d'autres groupes ethniques;
- l'accord également conclu en mars 2003 de cessation des hostilités en Ituri entre plusieurs factions ennemies hema et lendu;
- et l'accord lui aussi conclu en mars 2003 entre les Forces populaires pour la démocratie du Congo et les Forces armées du peuple congolais, deux groupes de composition ethnique mixte.

Des copies de ces accords figurent dans le dossier d'audience, aux onglets 14, 16, 17, 18 et 19.

58. Voilà donc, Monsieur le président, quel est le contexte et l'historique de l'intervention de l'Ouganda dans les affaires de l'Ituri, intervention dont l'Ouganda fut l'auteur à son corps défendant.

59. La délégation congolaise continue d'être gênée par le problème de la preuve, comme en témoigne le fait qu'elle parle de plus en plus souvent de la question des moyens de preuve. Et c'est dans ce contexte que les conseils du Congo insistent à présent sur le rapport de la MONUC du 16 juillet 2004; (c'est le cas pour M. Kalala, M. Corten et pour M. Klein, respectivement aux pages 35, 52 et 28 à 29 du CR 2005/4).

60. Ce document sera sans doute minutieusement examiné par la Cour. Le rapport de la MONUC, à l'instar d'autres documents invoqués par les représentants du Congo, doit être apprécié à la lumière d'une obligation de prévention. Contrairement à ce qu'on a voulu nous faire croire au nom du Congo, cette obligation n'entraîne pas de responsabilité automatique ni de responsabilité présomptive. Même s'il peut être établi que des soldats ougandais contrôlaient une certaine zone ou un certain village, il faut encore prouver que ces soldats n'ont pas empêché qu'il soit commis des atrocités alors qu'ils avaient les moyens de prendre les mesures qui s'imposaient.

21

61. On peut citer un exemple pertinent, qui figure aux paragraphes 44 et 45 du rapport de la MONUC :

«44. Mabanga, dans la collectivité de Mambisa du territoire de Djugu, était une ville habitée par plusieurs groupes ethniques à cause de ses gisements miniers, qui avaient attiré des marchands et des travailleurs non ituriens. Le 28 août 2002, après une attaque lancée par des milices lendu, la milice locale hema/gegere a forcé les non-Ituriens à se battre avec eux pour refouler les attaquants. Les témoins interviewés par la MONUC ont déclaré que quand des renforts sont arrivés d'Iga Barrière, leur commandant, T'Sirba Rene, a déclaré qu'il avait vu des non-Ituriens parmi les forces lendu et a donné l'ordre d'éliminer la population non iturienne.

45. La MONUC a recueilli un certain nombre de témoignages directs sur cette attaque. Le père d'une des victimes a raconté comment son fils avait été tué, son corps mutilé et sa tête et ses bras brandis à travers la ville. Il semblerait que 150 personnes aient été systématiquement tuées. Le chef des opérations, T'Sirba Rene, originaire de Mabanga, vivait à Iga Barrière. Les forces ougandaises avaient un camp militaire à Mabanga; l'armée ougandaise n'est pas intervenue pour mettre fin au massacre de civils mais a donné refuge à ceux qui sont arrivés jusqu'au camp. Quelque 2000 civils qui avaient trouvé refuge dans le camp ougandais ont été escortés jusqu'à Bunia le lendemain de ces événements.»

62. M. Klein se fonde précisément sur ces paragraphes pour prouver la passivité coupable des forces ougandaises. Or, Monsieur le président, des situations de cette nature appellent un

examen rigoureux. Dans de telles conditions, l'intervention d'une tierce partie exacerbe souvent les haines locales. Le critère de la responsabilité doit être apprécié en fonction de la situation d'ensemble. Aux dires du Congo, l'Ouganda est exécuté s'il intervient dans le conflit ethnique, et exécuté s'il n'intervient pas. Signalons un autre élément non négligeable de la situation en Ituri, à savoir le rôle joué par l'Ouganda, qui a accordé une importance considérable à l'obligation de prévention en parrainant la conclusion d'une série d'accords de cessez-le-feu.

63. En règle générale, il faut bien comprendre qu'il s'impose de prouver les atteintes à l'obligation de prévention, d'établir l'imputabilité et de démontrer qu'il y a eu manquement à l'obligation de prévention. Le critère n'est pas celui de la responsabilité objective.

64. Et il faut analyser le contexte juridique. L'Ouganda a signalé les problèmes persistants auxquels la Partie adverse est confrontée en matière de preuve. Il peut être très difficile d'apporter la preuve de certains incidents. Les témoins peuvent être inexistantes ou non disponibles. Mais, naturellement, ce problème de preuve se pose aussi à l'Etat défendeur. Il existe toutefois une différence majeure entre les Parties qui est que la charge de la preuve n'incombe pas à l'Etat défendeur.

22

65. Monsieur le président, il reste deux autres questions à régler.

66. La première question porte sur la faiblesse, du point de vue de la procédure, des conclusions énoncées par le Congo dans le mémoire et à nouveau dans la réplique, en particulier en ce qui concerne les allégations ayant trait aux droits de l'homme. Je fais notamment allusion ici au paragraphe 3 des conclusions. Les *conclusions*, telles qu'elles ont pris forme, ne sont absolument pas étayées par des preuves suffisantes de l'imputabilité.

67. La seconde question à régler concerne le rôle qu'a joué le Rwanda dans les événements de Kisangani. A cet égard, l'Ouganda appelle respectueusement l'attention de la Cour sur l'analyse détaillée des conséquences d'ordre procédural de l'absence du Rwanda, analyse qui figure aux paragraphes 264 à 286 du contre-mémoire. Nous réaffirmons à présent les conclusions formulées à ce sujet dans le contre-mémoire, qui sont les suivantes :

«Compte tenu des observations qui précèdent, le Gouvernement de l'Ouganda prie respectueusement la Cour de décider qu'elle n'est pas compétente pour traiter des événements survenus à Kisangani en juin 2000 en l'absence du consentement du Rwanda; à défaut, et si elle se déclare compétente, il prie la Cour de ne pas exercer cette compétence afin de sauvegarder sa fonction judiciaire.» (CMO, par. 287.)

68. D'un point de vue juridique, on voit difficilement comment la Cour peut dans ce contexte traiter la question au fond en l'absence du Rwanda. Qui plus est, les termes de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2000 sont sans préjudice des questions de fait et d'imputabilité (par. 41). Par ailleurs, l'ordonnance ne préjuge pas de la compétence de la Cour pour connaître du fond de l'affaire, ainsi que la Cour le souligne au paragraphe 46 de l'ordonnance.

Conclusions

Monsieur le président, le moment est venu de présenter quelques conclusions.

Premièrement, il serait anormal que le demandeur puisse tirer avantage du caractère excentrique et inopérant de la méthode d'argumentation et du mode d'administration de la preuve qu'il a adoptés.

Deuxièmement, c'est le Congo qui a décidé de saisir la Cour de cette instance et c'est donc sur lui que pèse la charge de la preuve.

Troisièmement, lorsque des violations des droits de l'homme sont alléguées, le critère d'établissement de la preuve est plus rigoureux que celui qui fait simplement appel à la probabilité la plus forte.

Quatrièmement, en ce qui concerne l'obligation de prévention, il incombe au demandeur d'établir à la fois l'existence du contrôle et les conditions pertinentes de la culpabilité.

23

Cinquièmement, s'agissant de l'histoire récente de la région de l'Ituri, la délégation du Congo n'a pas fourni à la Cour une description juste et pertinente d'une situation imposant une obligation de prévention. En invoquant cette obligation de prévention dans le cadre de la responsabilité des Etats, la délégation congolaise n'a en particulier tenu aucun compte du rôle de premier plan qu'a joué l'Ouganda en parrainant une série d'accords de cessez-le-feu et en garantissant l'application.

Enfin, la position juridique de l'Ouganda doit encore être précisée sur certains points. Ainsi, l'Ouganda réserve sa position sur les événements de Kisangani qui ont eu lieu en 2000, notamment en ce qui concerne la recevabilité de questions de responsabilité qui se posent sur ces événements. De même, l'Ouganda réserve également sa position sur toutes les allégations de violations des droits de l'homme formulées au nom du Congo au cours de ces audiences. Sur toutes ces

questions, l'Ouganda se réserve le droit de répondre plus amplement lors du second tour de plaidoiries.

En outre, l'Ouganda réserve sa position sur le bien-fondé d'allégations relatives à la conduite de membres de ses forces armées qui figurent dans les rapports de la MONUC.

Monsieur le président, voilà qui conclut mon exposé de cet après-midi. Permettez-moi de remercier les membres de ma délégation de l'aide qu'ils m'ont apportée. Je voudrais également remercier la Cour de sa bienveillante attention. Monsieur le président, si la Cour en est d'accord, j'aimerais que vous donniez la parole à mon distingué collègue, M. Suy.

Le PRESIDENT : Merci, M. Brownlie. Je donne maintenant la parole à M. Suy.

Mr. SUY: Mr. President and honourable Members of the Court,

UGANDA'S COUNTER-CLAIMS

In this part of its oral argument, Uganda will present the two counter-claims which the Court has joined to the original proceedings. For each of these claims, we shall first briefly state the facts and then the legal arguments set out in the written pleadings. The DRC has however raised preliminary objections to Uganda's counter-claims, challenging their admissibility. It is therefore self-evident that our statement will also concern these preliminary objections as to admissibility.

24

1. In its Counter-Memorial of 20 April 2001, the Republic of Uganda, acting in accordance with Article 80 of the Rules of Court and in response to the proceedings instituted by the Democratic Republic of the Congo, submitted a number of counter-claims. In its Order of 29 November 2001, the Court, in accordance with Article 80, paragraph 3, of the Rules of Court, decided to join certain of those claims to the original proceedings. The Court found, in effect, that for two of the counter-claims there was a connection with the claim made by the Democratic Republic of the Congo.

I. THE FIRST COUNTER-CLAIM

2. We propose first, by way of *introduction*, to set out this claim and briefly to recall the 29 November 2001 Order of the International Court of Justice. Then, but succinctly, we shall recall the *facts* (A), and we shall turn our attention to the *legal considerations* (B). Finally, we

shall deal with certain issues of *admissibility* or, if one prefers, *inadmissibility* raised by the DRC (C).

Introduction

Statement of the first counter-claim and its admissibility pursuant to the Order of 29 November 2001

3. In Uganda's view, the DRC is responsible for acts committed by armed groups operating from its territory and tolerated or supported by successive Congolese governments. In its Order of 29 November 2001, the Court found that Uganda's counter-claim satisfied the direct connection requirement laid down by Article 80 of the Rules of Court and did so for the entire period since 1994. The Court found:

“whereas it is evident from the Parties' submissions that their respective claims relate to facts of the same nature, namely the use of force and support allegedly provided to armed groups; whereas, while Uganda's counter-claim ranges over a longer period than that covered by the Congo's principal claim, both claims nonetheless concern a conflict in existence between the two neighbouring States, in various forms and of variable intensity, since 1994” (*Order of 29 November 2001, I.C.J. Reports 2001, p. 679, para. 38*).

25

4. This observation by the Court is highly significant, showing that the Court refuses to accept the DRC's argument that three periods should be distinguished in the history of recent relations between the Congo and Uganda, namely: the period from 1994 to 1997 (under Mobutu's presidency), that from May 1997 to 2 August 1998, and finally the one beginning on 2 August 1998.

A. The facts underlying the first counter-claim: the acts of aggression by the Congo against Uganda

5. The Republic of Uganda has since 1994 been the victim of military operations and other destabilizing activities on the part of hostile armed groups which have either been supported or tolerated in the Congo by successive Congolese governments. Since 1994, the Congo (still Zaire at the time) has given refuge and assistance to armed groups guilty of attacks on Uganda, and even within Uganda itself. The alliance between President Mobutu's régime and the former Rwandan armed forces, the “Interahamwe”, is described and demonstrated in paragraphs 15 to 21 of our Counter-Memorial and in the Annexes. The anti-Ugandan rebels in Zaire's territory, notably the

Allied Democratic Forces (ADF), the Lord's Resistance Army (LRA) and the West Nile Bank Liberation Front (WNBF), were also supported by the Government of Sudan, which used airfields in north-eastern Zaire to deliver weapons, munitions and troops to the rebels. The full details may be found both in the written pleadings submitted by Uganda and in the oral statements of my colleagues Paul Reichler (CR 2005/6) and Ian Brownlie (CR 2005/7); they have analysed this point at length and I therefore do not wish to go over it again.

6. President Laurent Kabila, who seized power in the Congo in May 1997, invited Uganda to deploy its armed forces in the eastern Congo. But, after this brief period of *entente* between the two countries (from May 1997 to July 1998), the earlier alliances were re-established: officers from the Congolese and Sudanese armed forces co-ordinated the recruitment, training and military operations of, and delivery of weapons to, the anti-Ugandan rebels, many of whom were subsequently integrated into the Congolese armed forces.

7. When President Laurent Kabila distanced himself in July 1998 from his patrons to the east (in other words, Uganda and Rwanda), a new war broke out.

26 8. This is perhaps the time to recall the genesis of this counter-claim by Uganda. Given the situation in the DRC in 1998 and 1999, the President of Uganda, Mr. Museveni, felt that the solution could come only through multilateral diplomacy and internal dialogue within the DRC. This view was shared by those concerned. It led to the Lusaka Agreement of 10 July 1999. For Uganda, this Agreement was the only realistic solution to the region's problems.

9. However, the DRC, notwithstanding the unlawful activities of successive Congolese governments, took the step of bringing the present case before the International Court of Justice. Uganda, although it had believed that diplomacy should be given a chance before recourse was had to judicial resolution, then had no choice but to take the steps necessary to ensure that justice was done, by, quite logically, seeking to have the international responsibility of the Congolese authorities recognized. This precisely is the objective sought through this first counter-claim by Uganda.

10. Through its alliances with armed rebels in the eastern Congo and with Sudan, the Congo has, directly or indirectly, launched attacks on Uganda. In August 1998 the DRC was involved in military operations against Uganda.

11. The main objective of these border attacks, aerial bombing by the Congo's armed forces and the activities of the Congolese-supported anti-Ugandan rebels was the overthrow of the Government of Uganda. This therefore is a patent violation of the general rule forbidding the use of armed force in international relations, in conjunction with the principle of non-intervention in the internal affairs of a State.

B. The rules of international law

12. These facts are the proof that the Government of Zaire, under President Mobutu, and the DRC, under the Kabila Presidents, accommodated, tolerated and supported anti-Ugandan forces in the territory of the Congo. These facts represent a flagrant violation of the fundamental general principles of public international law, as codified both in the United Nations Charter and other instruments governing friendly relations between States.

— Is it necessary to recall the fundamental principle stated in Article 2, paragraph 4, of the United Nations Charter:

27

“All Members shall refrain in their international relations from the threat or use of force against the territorial integrity or political independence of any State, or in any other manner inconsistent with the Purposes of the United Nations”?

— In the *Corfu Channel* case, the International Court of Justice pointed out that “every State's obligation not to allow knowingly its territory to be used for acts contrary to the rights of other States” is a “general and well-recognized principle” (*I.C.J. Reports 1949*, pp. 22-23). Since then, this principle has been recognized not only in international environmental law but also in instruments concerning the fight against international terrorism and relating to the prohibition on the use of force.

— These principles have been incorporated in more detailed form in the famous “Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relations and Co-operation among States in accordance with the Charter of the United Nations”, which states:

“Every State has the duty to refrain from organizing, instigating, assisting or participating in acts of civil strife or terrorist acts in another State or acquiescing in organized activities within its territory directed towards the commission of such acts.”

Further on, under the principle of non-intervention in matters within the domestic jurisdiction of a State, it is provided:

“Also, no State shall organize, assist, foment, finance, incite or tolerate subversive, terrorist or armed activities directed towards the violent overthrow of the régime of another State, or interfere in civil strife in another State.”

— The *definition of aggression*, often cited here before you over the last few days, adopted by consensus by the United Nations General Assembly on 14 December 1974, states in Article 3:

“Any of the following acts . . . shall . . . qualify as an act of aggression: (f) The action of a State in allowing its territory, which it has placed at the disposal of another State, to be used by that other State for perpetrating an act of aggression against a third State; (g) The sending by or on behalf of a State of armed bands, groups, irregulars . . . , which carry out acts of armed force against another State . . .”

— Still more recently, in another celebrated resolution, the “Declaration on the Enhancement of the Effectiveness of the Principle of Refraining from the Threat or Use of Force in International Relations” (A/RES/42/22 [1987]), the General Assembly took the opportunity to declare:

“States shall fulfil their obligations under international law to refrain from organizing, instigating, or assisting or participating in paramilitary, terrorist or subversive acts, including acts of mercenaries, in other States, or acquiescing in organized activities within their territory directed towards the commission of such acts.”

28

13. These well-established principles of international law form the basis on which the Security Council has stressed a number of times that “every State has the duty to refrain from organizing, instigating, assisting or participating in terrorist acts in another State or acquiescing in organized activities within its territory directed towards the commission of such acts” (I refer especially to Security Council resolution S/RES 1189 [1998] or resolution S/RES 1373 [2001]). In the latter resolution, incidentally, the Council made a point of reaffirming, in this connection, “the inherent right of individual or collective self-defence” — as the Court moreover also recalled in its recent Opinion concerning *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory* (Opinion of 9 July 2004, para. 139).

14. It is clear in the light of the foregoing that the obligation borne by States in this area is a far-reaching one. They *must not only refrain from providing any support* to groups carrying out subversive or terrorist activities against another State, but they *must also not tolerate* the possibility for such activities to develop from their territory, which means that active preventive and punitive steps must be taken. In the case before us, the DRC clearly failed to take any step to comply with this obligation, offering the anti-Ugandan rebels a safe refuge from which they prepared and launched their attacks and subversive activities directed at Ugandan territory. This fact alone

would suffice to engage the Congo's responsibility for having violated the obligation of vigilance. But the facts in the present case are much more serious and the DRC's responsibility also heavier. Uganda has shown, in effect, that the DRC not only *tolerated* the anti-Ugandan rebels, but also *supported them very effectively in various ways*, before simply incorporating some of them into its armed forces. This is why Uganda considers the DRC's activities to constitute not only intervention in Uganda's internal affairs, not only a breach of the principle of non-use of force, but also — and above all — a genuine case of armed aggression.

Mr. President, I defer to you in respect of the possibility of a break here.

29

The PRESIDENT: Indeed, Professor Suy, it is time to have a break of ten minutes.

The Court adjourned from 4.20 to 4.30 p.m.

The PRESIDENT: Please be seated. Professor Suy, please continue.

Mr. SUY: Mr. President, when I introduced Uganda's first counter-claim, I told you I would also address the issue of its admissibility.

C. The admissibility of Uganda's first counter-claim

15. The issue of the admissibility of this first counter-claim comprises a number of aspects. It is first necessary to dispose of the question concerning the effect of the Court's Order of 29 November 2001 on the subsequent proceedings. It will then be appropriate to address the DRC's argument that Uganda's first counter-claim — or at least one aspect of it — is inadmissible on the ground that Uganda allegedly waived its right to invoke the international responsibility of Zaire.

Procedural effect of the Order of 29 November 2001

16. In that Order, the Court held that the two counter-claims of Uganda found to be admissible formed part of the current proceedings or, to use the terms of Article 80 of the Rules of Court, that those claims should be joined to the original proceedings. That remains undisputed.

17. However, Uganda is of the opinion that the November 2001 Order of the Court settled, once and for all, the question of the admissibility of the counter-claims. The Congo has challenged

that interpretation of the effect of the Order, arguing that the Order does not preclude the Congo from raising an objection to admissibility based on grounds other than questions of connection.

30 The Congo relies, *inter alia*, on two arguments for which it desperately seeks to find support either in the jurisprudence of the International Court of Justice or in doctrine. In its Order of 29 November 2001, the Court, following its prior jurisprudence, held that:

“[a] decision given on the admissibility of a counter-claim taking account of the requirements of Article 80 of the Rules of Court in no way prejudices any question with which the Court would have to deal during the remainder of the proceedings” (case concerning *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)*, Order of 29 November 2001, *I.C.J. Reports 2001*, p. 681, para. 46).

The Congo further cites in this connection the view of a President of the Permanent Court of International Justice, Dionisio Anzilotti, who made the following observations in an article of 1930, published in the *Journal du droit international* and entitled “Counter-claims in International Procedure”:

“It follows from the principle that the counter-claim is an autonomous action by the Respondent against the Applicant that the latter can conduct itself in relation to the counter-claim, although put forward in the Counter-Memorial, in the same way as a State summoned to appear by unilateral application can conduct itself in relation to an Applicant. It may, for example, raise preliminary objections . . . it remains settled that the objection must be raised within the time-limit fixed for submission of the reply and will give rise to the incidental proceedings prescribed by the said article, the principal proceedings being suspended during that time.” (Pp. 875-867.) [*Translation by the Registry*]

18. Relying on those two texts, the Congo argued that it could, as it saw fit, continue to raise preliminary objections. However, the submission of preliminary objections is governed by the precise provisions of Article 79 of the Rules of Court, which provides, *inter alia*:

“1. Any objection by the Respondent to the jurisdiction of the Court or to the admissibility of the Application, or other objection the decision upon which is requested before any proceedings on the merits, shall be made in writing within the time-limit fixed for the delivery of the Counter-Memorial . . .”

19. Uganda’s position on that aspect of the admissibility issue is clear. *First*, the Order of 29 November 2001 contains a final decision on the admissibility of the counter-claims for the purposes of Article 80 of the Rules and that cannot be called into question. *Secondly*, the DRC never submitted a preliminary objection in the form or within the time-limit prescribed by Article 79 of the Rules. Its objections are thus inadmissible.

On an alternative basis, I would nevertheless like to explain why that inadmissible objection is, in any event, completely devoid of foundation.

31 The Congo contends, *inter alia*, that Uganda renounced the right to invoke the responsibility of the Congo for incursions and aggressions against Uganda

20. According to the Congo, Uganda never made any valid protest about direct or indirect support for anti-Ugandan rebels by Zaire under Marshal Mobutu or afterwards by the DRC under President Laurent Kabila. Uganda has thus allegedly lost the right to complain or to submit a counter-claim. In short, that absence or alleged absence of protest against violations of its territorial sovereignty is said to preclude Uganda from asserting its rights by filing a complaint, even in the form of a counter-claim.

21. That allegation on the part of the Congo is based on a totally erroneous interpretation of certain official Ugandan documents, and in particular letters to the United Nations Security Council. The Congo claims that “*it is very difficult to interpret the documents concerned as protests*” (AWODRC, p. 9, para. 1.12; emphasis added). The Congo then adds “*it is . . . hard to see . . . a formal charge of Zaire’s international responsibility for alleged breaches of international law*” (*id.*, para. 1.15; emphasis added).

22. Mr. President, the letters and notes addressed by Uganda to the United Nations Security Council are reactions to similar Congolese initiatives implicating Uganda. Should not those letters and notes be interpreted as a means, to quote Article 35 of the Charter, to “bring any dispute, or any situation of the nature referred to in Article 34, to the attention of the Security Council”? When such a referral is made to the Security Council, according to the procedures laid down in the Charter, with respect to evidence capable of helping to establish the responsibility of a State for the violation of its international obligations, that is tantamount to a protest and has the effect of safeguarding the rights and claims of the complainant. Multilateral diplomacy has developed the means and procedures available to States for the preservation of their rights, in addition to the classic instruments of bilateral diplomacy, which include formal protest.

32 23. Moreover, a renunciation cannot be presumed. That is a well-established fundamental principle of international law. International jurisprudence leaves no doubt on that subject.

In the *Campbell* case (*United Kingdom v. Portugal*), the arbitrator, in an Award of 10 June 1931, made the following observation about that principle: “[w]hereas it is a principle, accepted by the law of all countries, that a renunciation can never be presumed and that, as it constitutes a waiver of a right, a capacity or even a hope, it is always to be interpreted strictly” (*RIAA*, Vol. II, p. 1156). [*Translation by the Registry.*]

Similarly, in the case concerning the vessel *Kronprins Gustav Adolf* (*Sweden v. United States of America*) the arbitrator, in an Award of 1932, confirmed that: “A renunciation to a right or a claim is not to be presumed. It must be shown by conclusive evidence.” (Arbitral Award of 18 July 1932, *RIAA*, Vol. II, p. 1299.)

A further example is the Arbitral Award of 1 August 1870 in the case concerning the *Closure of Buenos Aires* (*United Kingdom v. Argentina*), when the arbitrator, the President of Chile, found in favour of Great Britain, ruling that: “the fact that a right has not been reserved does not mean it has been waived” (*Recueil des Arbitrages Internationaux*, Lapradelle and Politis (ed.), Vol. II, p. 648). [*Translation by the Registry*]

24. In its written pleadings, Uganda relied on the case concerning *Certain Phosphate Lands in Nauru* (*Nauru v. Australia*) (*Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1992*, p. 240), in which Australia raised a number of objections to the admissibility of Nauru’s complaint on the ground of an alleged renunciation by Nauru, before or after the independence of that country.

In its Judgment, the Court began by finding “that in fact those [Nauruan] authorities did not at any time effect a *clear and unequivocal* waiver of their claims” (p. 247, para. 13; emphasis added). Further on, with respect to the Agreement on the phosphate industry concluded on 14 November 1967 between the Nauru Local Government Council, on the one hand, and Australia, New Zealand and the United Kingdom, on the other, and in response to Australia’s argument that, as a result of the Agreement, Nauru had waived its claims concerning the rehabilitation of phosphate lands, the Court found that the Agreement in question

33

“contain[ed] no clause by which the Nauruan authorities *expressly* waived their earlier claims. Furthermore, in the view of the Court, the text of the agreement, read as a whole, cannot, regard being had to the circumstances . . . be construed as *implying* such a waiver.” (P. 248, para. 16; emphasis added.)

Australia further asserted that Nauru's application was inadmissible on the ground that it had not been submitted within a reasonable time-limit. Twenty years had indeed elapsed between the date of Nauru's independence, on 31 January 1968, and the date on which the new State notified its position, that is to say in December 1988. In an initial reaction, the Court observed that

“even in the absence of any applicable treaty provision, delay on the part of a claimant State may render an application inadmissible. It notes, however, that international law does not lay down any specific time-limit in that regard. It is therefore for the Court to determine in the light of the circumstances of each case whether the passage of time renders an application inadmissible.” (Pp. 253-254, para. 32.)

25. The Court went on to examine those circumstances, which were summarized initially in a polite exchange of letters, including one from Australia dated 4 February 1969, which gave rise to no immediate reaction on the part of Nauru. At the same time, these questions were raised and addressed during State and other official visits by both parties. In October 1983, the President of Nauru wrote to the Prime Minister of Australia requesting a “favourable reconsideration of Nauru's position”. This request was rejected by Australia on 14 March 1984. It was then that Nauru submitted an Application to your Court on 19 May 1989. Responding to Australia's claim of waiver, the Court held that, “given the nature of relations between Australia and Nauru, as well as the steps thus taken, Nauru's Application was not rendered inadmissible by passage of time” (pp. 254-255, para. 36).

26. Contrary to what is stated by the DRC, there are striking similarities at the procedural level between the *Nauru* case and the one we are dealing with today. Australia, like the Congo in this case, relies on the waiver argument in an effort to declare the opposing party's claims inadmissible. In the dispute between Nauru and Australia, the Court demanded clear, unequivocal and explicit evidence of a waiver. The same jurisprudence should apply in the instant case. In the *Nauru* case the problems were raised and discussed on both sides in letters and during official and informal visits. Each side disputed the opposing party's position in polite terms. There were no formal protests or threats of recourse to international fora for the purpose of establishing responsibility. These circumstances were not sufficient, however, to provide the Court with tangible evidence of a waiver. *A fortiori*, in the case currently under consideration by the Court, it cannot possibly be considered that there was any waiver.

27. In the *LaGrand* case (*Germany v. United States of America*), the United States argued that the German consular officials became aware of the LaGrands' cases in 1992, but that the German Government did not express concern or protest to the United States authorities for some six and a half years. The Court, while criticizing Germany for the manner in which the proceedings were instituted and for their timing, nevertheless considered "that Germany is now entitled to challenge . . ." (Judgment of 27 June 2001, *I.C.J. Reports 2001*, pp. 486-487, paras. 53-57).

28. Lastly, it will be recalled that the International Law Commission, in its commentary on Article 45 of the draft Articles on State Responsibility, also emphasized that "[a]lthough it may be possible to infer a waiver from the conduct of the States concerned or from a unilateral statement, *the conduct or statement must be unequivocal*" (ILC report, doc. A/56/10, 2001, p. 308; emphasis added). In the present case, however, it is impossible to infer any waiver from Uganda's conduct. All that is shown "clearly and unequivocally" by this conduct is not some abandonment of the Ugandan claims, but on the contrary a continued and multifaceted reaction to the unlawful acts of the DRC, a reaction both on the ground (through measures of self-defence) and in the political, diplomatic and legal fields, through continued challenges to the unlawful conduct of the Congolese authorities.

35 29. In conclusion, the incidents described in Chapter XVIII of the Ugandan Counter-Memorial, paragraphs 379 to 396, as well as in the Rejoinder, paragraphs 644 to 667, constitute glaring evidence that the DRC authorized the use of its territory by foreign forces and by rebels, supported in some cases by the Congolese armed forces, for incursions and attacks against Uganda's territorial integrity, and with the aim of overthrowing the government. These incidents engage the international responsibility of the DRC, and Uganda requests the Court to make a finding to that effect.

II. The second counter-claim

30. The *second counter-claim* submitted by Uganda, and deemed admissible by the Court, concerns the whole range of issues relating to the attack by Congolese armed forces on the Ugandan Embassy in Kinshasa, including the looting of property, archives and other possessions,

as well as the inhumane treatment of diplomatic personnel and other Ugandan nationals present on the premises of the mission. These events took place in parallel with the situation in eastern Congo. In its Order of 29 November 2001, the Court considered “that the second counter-claim submitted by Uganda is . . . directly connected with the subject-matter of the Congo’s claims” (*I.C.J. Reports 2001*, p. 680, para. 41).

31. It is now necessary to enlarge on this counter-claim. To that end, it might be useful first of all briefly to review the facts (A), before evaluating those facts in the light of international law (B). Lastly, I shall again make some comments on the preliminary objections raised by the Congo concerning the admissibility of the two parts of this second counter-claim (C) (D).

32. Before addressing these different points, Uganda wishes to reiterate the observations it has made with regard to the first counter-claim. First of all, Uganda considers that the Court, in its Order of 29 November 2001, definitively settled the question of the admissibility of the second counter-claim in accordance with Article 80 of the Rules of Court. Secondly, any objection to the admissibility of an Application must satisfy the requirements of Article 79 of those same Rules. However, as that procedure has not been complied with, Uganda considers that the preliminary objections raised by the Congo with regard to the admissibility of the second counter-claim are themselves inadmissible.

A. The attacks on Ugandan premises and diplomatic personnel in Kinshasa and on Ugandan nationals

36 33. On 11 August 1998, serious attacks were launched against the premises and property of the diplomatic mission, as well as against members of Uganda’s diplomatic staff in Kinshasa. The Congo does not deny these facts, although it claims that there is no close relationship between these attacks and its own Application, while acknowledging that these incidents “indisputably occurred during the same period as that in question in the Democratic Republic of the Congo’s main claims” (Written Observations of the Democratic Republic of the Congo on the questions presented by way of counter-claims by the Republic of Uganda in its Counter-Memorial of 21 April 2001, June 2001, paras. 52-53).

34. A detailed account of the attacks and accompanying violence is provided in paragraphs 397 *et seq.* of Uganda’s Counter-Memorial, which refer to several diplomatic Notes

reproduced in Annexes 23 and 33 to the Counter-Memorial. Between August and December 1998, the Ugandan Ambassador's residence in Kinshasa and the building housing the Chancery were attacked on three occasions. Members of the Congolese armed forces stole property belonging to the Embassy, including four vehicles. A detailed list is contained in Annex 92 to the Ugandan Counter-Memorial.

35. The Congolese authorities added insult to these flagrant violations of diplomatic law by allowing Taban Amin, the son of the dictator Idi Amin, and commander of the WNBF (West Nile Bank Front) — a Ugandan rebel group operating in eastern Congo — to occupy the premises of the Ugandan Embassy in Kinshasa and to establish his official headquarters and residence there. It should also be noted that this individual was promoted to the rank of Major General in the Congolese armed forces!

36. A Note dated 21 March 2001 from the Ugandan Ministry of Foreign Affairs, addressed to the Congolese Embassy in Kampala, shows that this illegal occupation of the Ugandan Embassy premises in Kinshasa continued at least up to this date (Ugandan Counter-Memorial, Ann. 87). As I speak to you at this very moment, Uganda's Embassy in Kinshasa, the property of Uganda, is deserted and, as a result of acts of violence by Congolese troops, is in a state of total ruin. As a result, Uganda was recently obliged to rent premises for its diplomatic and consular mission. It cannot be denied that the Congo's conduct from the end of 1998 constituted a flagrant violation of international diplomatic law.

37

B. The Government of the Democratic Republic of the Congo has committed a serious violation of international diplomatic law

37. The Congo and Uganda are parties to the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations, Article 22 of which — and this will be the only one I cite explicitly, as you are sufficiently familiar with the others concerning the personal immunity of diplomatic staff — reflects the rules of general international law. It reads as follows:

“1. The premises of the mission shall be inviolable. The agents of the receiving State may not enter them, except with the consent of the head of the mission.

2. The receiving State is under a special duty to take all appropriate steps to protect the premises of the mission against any intrusion or damage and to prevent any disturbance of the peace of the mission or impairment of its dignity.

3. The premises of the mission, their furnishings and other property thereon and the means of transport of the mission shall be immune from search, requisition, attachment or execution.”

38. Since August 1998, the Government of the Democratic Republic of the Congo has deliberately and systematically ignored these legal obligations by permitting the Congolese armed forces to attack the premises of the Ugandan Embassy, to break into and burgle the Chancery and the residence, and to continue to occupy the Embassy and the residence.

39. It is remarkable that, in its Reply, the Democratic Republic of the Congo makes no mention of the main legal argument on which Uganda’s second counter-claim is based, namely the law of international diplomatic relations.

40. The Ugandan position with regard to attacks on the premises of the diplomatic mission and looting of the property of Uganda and of its diplomatic personnel, as well as the inhumane treatment of Ugandan diplomats and other persons of Ugandan nationality, is consistently misrepresented by the Congo. Thus, in its Reply, the Congo summarizes Uganda’s argument by citing paragraphs 405 to 408 of the Ugandan Counter-Memorial in their entirety, as if the preceding paragraphs (395-404) were non-existent or unimportant.

41. Although the document is to be found in Annex 33 to the Counter-Memorial of Uganda, it seems helpful here to restate the terms of the Note of Protest sent to the Ministry of Foreign Affairs of the DRC on 18 December 1998:

38

“4. The Ministry protests in the strongest terms possible the above actions which are in contravention of International Law and the Vienna Conventions on the inviolability of Diplomatic premises.

5. The Government of the Democratic Republic of the Congo need not be reminded of its obligations under international law and the relevant provisions in the Vienna Conventions regarding the Sanctity of diplomatic premises, property and personnel . . .

6. Therefore the Government of the Republic of Uganda holds the government of the Democratic Republic of the Congo responsible for the violations meted on its diplomatic premises and properties in Kinshasa . . .”

42. The Congo continues its Reply by dwelling, quite erroneously, on what is presented as the “seizure” and “expropriation” of the embassy and the residence. But Uganda has never claimed that there was seizure or expropriation of its property. In its counter-claim, and in paragraphs 397 to 404 of its Counter-Memorial, Uganda has stressed that the said premises had been ransacked by

the Congolese armed forces and that the four embassy vehicles and other property had been looted or stolen, not seized or expropriated. Thus the Congo seeks to divert the Court from the real issue.

43. The Congo then adds that Uganda's representatives were no longer occupying the premises of the diplomatic mission in Kinshasa, and that the staff had opted to leave the Congo voluntarily. Thus the mission premises were still at Uganda's disposal should it decide to send its diplomats back to Kinshasa. Once again this does not reflect the true position. In fact the ambassador and the diplomatic staff were forced to leave the mission because of an attack by the Congolese armed forces following acts of violence against them, and in fear of further acts due to the hostility to Uganda prevailing in Kinshasa. Thus it is clear that the government of the DRC was no longer fulfilling its obligations under the Vienna Convention on Diplomatic Relations. I stress that the Ugandan mission premises, which were in the hands of the Congolese authorities for five years, are still unusable.

39

44. This failure on the part of the Congo to take Uganda's legal arguments seriously led to a complete change in the Congo's position in its "Additional written observations on the counter-claims presented by Uganda" (a document dating from February 2003). In this document the Congo raises a preliminary objection to the admissibility of Uganda's second counter-claim. What is this preliminary objection?

C. The preliminary objection to the admissibility of the first part of Uganda's second counter-claim

45. In its Order of 29 November 2001, the Court found that Uganda's second counter-claim was admissible as such and the DRC, disappointed by this result, is disputing the admissibility of this counter-claim on the basis of a somewhat strange argument. The Congo is claiming that Uganda has amended its claim to such an extent that it no longer meets the requirements of Article 80 of the Rules of Court. What is this all about?

46. Referring to Chapter XVIII of the Ugandan Counter-Memorial, in which Uganda sets out its counter-claims, the DRC claims that, according to Uganda, the ransacking of its diplomatic mission and the inhumane treatment of diplomatic personnel and other persons of Ugandan nationality was a breach of the obligations relating to the "treatment of foreign nationals and their property".

47. The DRC contends that, in its Rejoinder of 6 December 2002, Uganda changed its position, emphasizing violation of the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations. Uganda thus covertly introduced a new counter-claim, which has no connection with the Congo's principal claim. This so-called new claim is allegedly inadmissible, according to the rules of Article 80 of the Rules of Court and the Court's jurisprudence. The DRC claims that: "By radically modifying the scope of its claim, Uganda thus seeks improperly to enlarge the subject-matter of the dispute, contrary to the Statute and Rules of Court." (Para. 2.03.)

48. The Congo then goes on to argue, still in its Additional Written Observations, that

"The counter-claimant now bases the essence of its claims on violations of diplomatic law, as codified in the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations. Yet this Convention, . . . was never cited by Uganda when making its counter-claims." (P. 69, para. 2.05.)

40 Further on we read: "It is a radical modification of the subject-matter brought before the Court that it [Uganda] is seeking" (para. 2.06), and the new Ugandan argument is "totally artificial [in] nature" (para. 2.07). In conclusion, the DRC contends that the sudden invocation of the rules of the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations "has thus inevitably had the effect of severing the direct connection established by the Court in [November] 2001" (para. 2.12).

49. However, a careful reading of the Ugandan Counter-Memorial of 21 April 2001, in particular Chapter XVIII on the counter-claims, clearly shows, with no possibility of doubt, that since the beginning of the dispute Uganda has invoked violation of the 1961 Vienna Convention in support of its position on the responsibility of the Congo. I have already cited the Note of Protest of 18 December 1998, in which there are three references to the Vienna Conventions on Diplomatic and Consular Relations (para. 402 of the Ugandan Counter-Memorial).

50. The DRC's argument that the allegedly new reliance on the 1961 Vienna Convention by Uganda is a ploy by the latter to circumvent Article 80 of the Rules of Court is therefore completely without foundation and cannot be used to declare this part of Uganda's second counter-claim inadmissible. It follows that the Order of the Court of 21 November 2001 is not impugned by the fact that in its Rejoinder Uganda put forward a more sophisticated argument based on contemporary diplomatic law as codified by the Vienna Convention.

D. The preliminary objection to the admissibility of the second part of Uganda's second counter-claim

51. The second part of Uganda's second counter-claim relates to the ill-treatment of certain nationals other than diplomats.

41 52. In August 1998 the Congolese armed forces ransacked the premises of the Ugandan diplomatic mission in Kinshasa. Ugandan nationals living in Kinshasa had taken refuge there, i.e. in the Chancery and in the Ugandan Ambassador's residence. On 20 August some of these Ugandan nationals and some Ugandan diplomats were detained, beaten, spat upon and roughly handled at Ndjili Airport, before their evacuation to Brazzaville with minimum assistance from the DRC authorities.

53. After this episode the Ugandan Ambassador in Kinshasa, faced with the failure of the Congolese authorities to provide the promised security for the orderly departure of Ugandan nationals, invited the Dean of the Diplomatic Corps, the Dean of the African Diplomatic Corps and representatives of the United Nations Development Programme (UNDP) and of the High Commission for Refugees (HCR) to a meeting with the Congolese authorities. Following this intervention, the remaining Ugandan nationals were evacuated with the assistance and under the supervision of these diplomatic representatives.

54. The DRC claims that a case of *diplomatic protection* is hidden behind this second part of Uganda's second counter-claim. According to the DRC, the two factors essential to the exercise of diplomatic protection (the link of nationality and prior exhaustion of local remedies) are lacking. Thus, in the Congo's view, this part of the counter-claim is inadmissible.

55. Mr. President, honourable Members of the Court, I should like to begin my answer to this preliminary objection with a comment. This objection seems to me to be abusive and paradoxical to say the least, given the nature of a substantial part of the claims in the DRC's principal claim against Uganda. The DRC is asking your Court to rule on a large number of acts relating exclusively to injury allegedly suffered by *individuals or entities in the DRC* on account of "atrocities" and other violations "of human rights", or of alleged "illegal exploitation of natural resources" by the Ugandan armed forces. The DRC has not concerned itself to show, in connection with these numerous cases, that "those on whose behalf it is seeking to claim have exhausted available local remedies", which are many and readily accessible in Uganda. Thus the message

42 conveyed by the Congolese argument is as follows: when Ugandan individuals are victims of a violation of international law by the DRC, this is a case of diplomatic protection and subject to the condition that local Congolese remedies have been exhausted; but when, on the other hand, Congolese nationals are victims of a violation of international law by Uganda, this is not a case of diplomatic protection, so there is no longer any need to comply with the condition that local Ugandan remedies have been exhausted! However, the Court must treat these two situations equally, rejecting the double standard relied on by the DRC.

56. Bearing these preliminary comments in mind, I should now like to demonstrate that the claim submitted by Uganda must be declared admissible, whatever the Court's solution to the problem previously evoked may be.

57. First of all I should like to stress that Uganda's aim in submitting this claim was not to "espouse" a claim by one or more of its nationals. Uganda's claim is not linked to any claims by Ugandan nationals. Uganda is relying on violations by the Congo, directed against Uganda itself, of general rules of international law relating to diplomatic relations, of which Ugandan nationals present in the premises of the mission were indirect victims. The Congo is directly responsible to Uganda for these violations, and it is unnecessary to address individual situations, or to invoke the institution of diplomatic protection.

58. Local remedies need not be exhausted when the individual is only the indirect victim of a violation of a State-to-State obligation. This distinction is recognized by both modern doctrine and by the jurisprudence of your Court.

59. Thus, Sir Robert Jennings and Sir Arthur Watts pointed out in the 9th edition of *Oppenheim's International Law* that

“[t]he requirement to exhaust local remedies applies to those cases which involve the protection by a state of its nationals. The rule does not apply where a state causes direct injury to another state, irrespective of whether a local remedy might in fact be available in such circumstances.” (At p. 523, footnote 3.)

Malcolm N. Shaw writes: “The local remedies rule does not apply where one state has been guilty of a direct breach of international law causing immediate injury to another state” (*International Law*, 5th ed., 2003, p. 731). Patrick Dallier and Alain Pellet write, in the 7th edition (2002) of *Droit international public* by Nguyen Quoc Dinh: “The rule obviously does not apply when it is a

43

matter of direct injury, since in that case the State is defending its own interests.” (No. 495.) This opinion is shared by Bruno Simma in the 3rd edition of *Universales Völkerrecht* (1984, p. 886), where he cites, *inter alia*, the arbitral award rendered in the case of *Air Services between the United States and France*, in which the arbitrators held that local remedies were not required to be exhausted, since the dispute turned on “a right granted by one State to another State” (United Nations, *RIAA*, Vol. 19, p. 415).

60. In the case concerning the *Arrest Warrant of 11 April 2000*, the famous *Yerodia* case, your Court rejected Belgium’s fourth objection, pointing out that “the Congo has never sought to invoke before it Mr. Yerodia’s personal rights” and that “Belgium cannot rely upon the rules relating to the exhaustion of local remedies” (Judgment of 14 February 2002, para. 40). More recently, your Court delivered a similar ruling on 31 March 2004, in the case concerning *Avena and other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)*. Let us recall that, in that case, Mexico did not claim to act solely through the medium of diplomatic protection. Mexico — like Uganda today — submitted its own claims, basing itself on the injury it contended it had *suffered itself, directly and through its nationals*. And this Court concluded that “[T]he duty to exhaust local remedies does not apply to such a request” (Judgment, para. 40).

61. Further, Uganda considers that, through the inhumane acts perpetrated against Ugandan nationals, the DRC violated elementary norms of general international law concerning the treatment of foreign nationals. In its Rejoinder, Uganda quoted certain scholarly authorities who have spoken in favour of the minimum standard in the treatment of foreign nationals (Rejoinder, Vol. I, paras. 698-699). One might also add what the late Professor Michel Virally had to say in his *Panorama du droit international contemporain (Cours général de droit international public)*, on which he lectured at the Academy of International Law 20 years ago:

“since the status of foreigners is a matter of domestic law, but directly concerns the States of which they are nationals, there is an international duty, for each State, to ensure the protection of the foreigners on its territory. This duty originates in a very old rule of customary law which has never really been challenged. What is contested is the level of protection required . . . *The level of protection should never fall below a certain minimum, respect for which may always be required by other States.*” (P. 116.)

44 62. By way of alternative argument — assuming that this aspect of the second claim could be interpreted as the exercise by Uganda of diplomatic protection — then, in the present case, one is entitled to harbour serious doubts as to the need for *the exhaustion of local remedies by Ugandan nationals*.

63. First, because these Ugandan nationals, other than individuals enjoying diplomatic and consular status, are no longer in the territory of the DRC. Returning there to institute legal proceedings against the Congo could well put them at risk, given the circumstances prevailing there since August 1998.

64. Further, any remedy before Congolese courts would be ineffective. In support of this view, Uganda refers to reports by the American Department of State on the human rights situation, in particular the workings of the Congolese judiciary (Rejoinder, pp. 328-330, paras. 709-712). The DRC's only response to this evidence and to the conclusion Uganda draws from it is to say first that "[t]hese comments, in which excess vies with insult, call for serious clarification". Yet such clarification is somewhat unconvincing in reality, as the DRC accepts that: "[t]he difficulties experienced by the Congolese legal system for a number of years, and aggravated by the war, are undeniable" (*Additional Written Observations on the Counter-Claims Presented by Uganda*, p. 50, para. 2.29). One understands that the DRC feels bound to defend its legal system; the contrary would have been surprising.

65. The DRC continues in the same vein, stating that:

"[i]t is common knowledge that the courts and tribunals in Kinshasa have, since the start of the war up to the present time, never ceased functioning despite the sometimes extremely difficult conditions in which they have been forced to operate. Those courts include the military tribunals, whose jurisdiction covers members of the Congolese armed forces accused of offences both under the general law and under military law." (*Ibid.*, p. 51, para. 2.30.)

This statement might be taken to suggest that Ugandan nationals were certain of receiving a fair trial before a Congolese military tribunal. The reference to military tribunals does in any case seem to confirm that the abuse suffered originated in acts by the Congolese armed forces.

45 66. However, the importance of this extract from the Congolese pleadings lies in what follows. As "one of the examples which provide a particularly telling illustration of the effectiveness of Congolese justice", the DRC cites:

“the trial which resulted, on 7 January 2003, in the very heavy sentences on some dozen Congolese soldiers and officers accused of having summarily executed eleven Lebanese citizens in the days following the assassination of President Laurent Désiré Kabila” (*ibid.*, para. 2.30).

67. However, the Thirteenth Report of the Secretary-General on the United Nations Organization Mission in the Democratic Republic of the Congo (S/2003/211) of 21 February 2003 provides a somewhat different assessment of the Judgment of 7 January 2003 of the Kinshasa Court of Military Order. The Secretary-General notes, *inter alia*:

“Throughout the long process to bring the suspects to trial, MONUC, OHCHR and the human rights community demanded that every person accused of a capital crime have a competent and experienced counsel. While all of those accused had some form of legal representation, MONUC and OHCHR repeatedly drew the attention of the Government to difficulties with the Court of Military Order.” (Para. 32.)

68. This damning testimony is certainly not likely to inspire foreigners with confidence in the Congolese legal system, particularly when they have complaints about abuse by military personnel, as was the case of the Ugandan nationals in the latter half of 1998. Those persons did not have, and to date have still not had, access to effective and impartial courts in the DRC, where the situation continues to be characterized by a widespread culture of impunity and very poor governance.

69. Lastly, the Congo claims that Uganda is unable to prove the nationality of the Ugandans who suffered abuse and inhumane treatment after 2 August 1998. In Uganda’s view, the Congo cannot dispute this link of nationality, since by twice undertaking and witnessing the evacuation of these persons, it has recognized that they were Ugandan nationals.

70. To conclude this part of my oral argument on the counter-claims, I should like to reiterate the following points:

First, Uganda reaffirms that the RDC failed in its duty of vigilance by allowing certain armed groups to use its territory to prepare and launch subversive and terrorist actions against Uganda. The DRC took no active steps to prevent and punish these groups. On the contrary, it very actively supported the anti-Ugandan rebels in violation of its duty under international law not to intervene in the internal affairs of Uganda and not to use force against that State;

Second, Uganda maintains that the DRC is responsible for the ransacking, by soldiers of the Congolese armed forces, of the premises of the Ugandan diplomatic mission in Kinshasa, and also

for other breaches of international diplomatic and consular law as codified in the 1961 and 1963 Vienna Conventions;

Third, the DRC has violated fundamental rules concerning the treatment of foreigners by virtue of the inhumane treatment suffered by Ugandan nationals during the events of August 1998 in Kinshasa, and

Fourth, all the DRC's objections concerning the admissibility of the Ugandan counter-claims must be dismissed,

— either because they do not comply with Article 79 of the Rules of Court;

— or on the ground that these objections are unfounded both in fact and in law.

71. This concludes my oral argument on the Ugandan counter-claims and also Uganda's first round. Thank you, Mr. President, Members of the Court, for your kind attention.

Le PRESIDENT : Merci, Monsieur le professeur Suy. Votre exposé, effectivement, met un terme au premier tour de plaidoirie de l'Ouganda. Les audiences en l'affaire reprendront Vendredi 22 avril ; à 10.00 pour entendre la République Démocratique du Congo sur les demandes reconventionnelles de l'Ouganda.

La séance s'est levée à 17.50
